

## 5. Document de position sur la politique énergétique

*Dangereuses, superflues, dispendieuses...*

### De nouvelles centrales nucléaires : jamais plus !

#### 1. Les objectifs principaux du PS

Les problèmes fondamentaux posés par l'énergie atomique (risque de catastrophe, déchets nucléaires, rayonnement émis lors de l'exploitation normale, manque de responsabilité, risque terroriste, rentabilité insuffisante) ne sont toujours pas résolus. À tout moment, de nouveaux accidents peuvent mettre la vie de millions de personnes en danger. C'est pourquoi le PS ne voit pas en l'énergie atomique une technologie d'avenir. Nos revendications sont les suivantes :

##### 1. Prix de rachat rentable pour l'électricité produite à partir des énergies renouvelables

L'on ne doit plus persister à refuser aux énergies renouvelables ce qui a toujours été accordé à la technologie atomique : le rachat de l'intégralité de la production au prix de revient du réseau électrique. En Allemagne, au Danemark, en Espagne et en Autriche, où un prix de rachat rentable est appliqué à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, ces technologies affichent un taux de croissance annuel à deux chiffres et des prix de revient en baisse constante.

##### 2. Couplage chaleur-force

Le couplage chaleur-force (CCF) permet de couvrir une partie des besoins de la Suisse en courant électrique pendant l'hiver. Il faudrait encourager les fournisseurs décentralisés par l'introduction du « net metering » : prix de rachat à payer pour l'approvisionnement = prix de vente de l'électricité en fonction du système de tarification du fournisseur.

<sup>1</sup>

Pour éviter les rejets de CO<sub>2</sub>, il faudrait remplacer les chauffages au mazout par des pompes à chaleur (un tiers de la production d'électricité CFF environ) et faire appliquer les normes Minergie).

##### 3. Programmer l'introduction des énergies renouvelables sur le marché plutôt que d'importer des réacteurs

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, la majeure partie de la valeur ajoutée émigre à l'étranger avec l'importation de réacteurs nucléaires et de barres de combustibles conditionnées. Avec les énergies renouvelables, nous favorisons en revanche le pôle économique suisse.

<sup>1</sup> Principe de la porte tournante, prix de vente = prix du transit et de l'électricité au point d'injection

C'est pourquoi, en plus d'un prix de rachat rentable, nous exigeons un programme décennal d'introduction sur le marché avec des taux d'intérêts préférentiels pour tous les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

#### **4. Amélioration des normes d'efficacité**

Selon l'étude Prognos<sup>2</sup>, l'achat des meilleurs appareils jusqu'en 2020 permettrait de réduire la consommation d'électricité de 15 %. Règle du jeu : 90 % des appareils vendus au minimum doivent entrer dans la catégorie A. En l'absence de respect volontaire de cette règle : retrait systématique des mauvais appareils en circulation.

#### **5. Le peuple doit être consulté sur les participations à l'énergie nucléaire**

Grâce à la loi sur l'énergie nucléaire adoptée en 2003, le peuple suisse peut se prononcer sur de nouvelles CN par le biais d'autorisations générales. Cependant, gardons-nous de tout miser sur une seule carte, et ne nous contentons pas d'attendre ces votations sans rien faire. Dans les faits, les revendications de nouvelles centrales nucléaires viennent des cantons et de leurs filiales. Comme en Finlande et en France, les fonds publics financent le capital-risque à coup de milliards, ce qui équivaut à un nouveau subventionnement transversal de l'énergie atomique. Les investisseurs privés répugnent à s'engager dans ce genre de gros risques, jugeant l'opération trop hasardeuse. Le PS doit agir et mettre au point une stratégie préventive contre les manœuvres infâmes du lobby du nucléaire :

***Toute participation publique à une nouvelle centrale nucléaire doit faire l'objet d'une votation populaire.***

#### **6. L'approvisionnement en électricité doit être chiffré et mis au concours en toute transparence**

Aujourd'hui, l'approvisionnement en électricité produite par énergie éolienne ou turbines à gaz avec couplage chaleur-force revient nettement moins cher que la construction et l'exploitation de nouvelles centrales nucléaires, et le prix de revient de l'énergie éolienne continue de baisser tous les ans de 3 à 5%.

Cependant, les barons suisses de l'électricité refusent de l'admettre, tout comme ils taisent les milliards de pertes enregistrés avec la CN de Leibstadt. C'est pour cette raison qu'il faut employer tous les moyens possibles pour créer la transparence dans le domaine de l'approvisionnement en électricité.

Dans le contexte du marché de l'électricité ouvert européen, investir dans de nouvelles centrales nucléaires représente un risque considérable pour les cantons, impossible à comparer avec la poursuite de l'exploitation de centrales hydroélectriques ou l'adjonction de petites et moyennes centrales électriques basées sur la géothermie, le couplage chaleur-force, la biomasse, ou la modernisation de centrales hydroélectriques existantes.

---

<sup>2</sup> Prognos SA / Office fédéral de l'énergie : L'évolution de la consommation d'électricité avec des appareils fabriqués en série en Suisse dans des conditions du statu quo et en utilisant les appareils électriques les plus économiques jusqu'en 2010, avec projection sur l'année 2020, Bâle 2002.

## 7. Stratégie de propriétaire des cantons

Les parlements des cantons, propriétaires d'entreprises dans le secteur de l'électricité, définissent une stratégie de propriétaire vis-à-vis de ces sociétés. Cette stratégie se résume comme suit :

Les entreprises d'électricité de droit public sont les prestataires d'un approvisionnement durable en électricité. Concrètement, cela implique la promotion de l'efficacité énergétique et de la gestion de la demande (demand-side-management), ainsi que l'abandon du chiffre d'affaires maximisé au profit du développement de toutes les énergies renouvelables, d'une meilleure sécurité de l'approvisionnement grâce à un transit non discriminatoire ainsi que du rachat rentable de l'électricité décentralisée produite grâce aux énergies renouvelables et au couplage chaleur-force.

Les investissements, la répartition des bénéfices et les traitements des dirigeants sont à placer sous la haute surveillance des Parlements cantonaux ; il faut diminuer les salaires excessifs des dirigeants de monopoles, qui ne prennent aucun risque, de manière à ce qu'ils cadrent à nouveau avec les rémunérations du secteur public.

Les centrales électriques doivent s'abstenir de tout engagement financier à l'occasion des votations dans le domaine de la politique énergétique. Les dons aux personnes et aux organisations doivent être interdits, ou au moins rendus publics.

Les réseaux sont des monopoles dont la propriété doit, dans la mesure du possible, toujours revenir aux pouvoirs publics. C'est seul moyen d'empêcher les entreprises privées de s'enrichir aux dépens d'une mauvaise réglementation des tarifs du transit de l'électricité.

## 8. Non à de nouveaux sites de stockage de déchets nucléaires

Le Parti Socialiste Suisse dit non à la construction de nouveaux sites de stockage de déchets nucléaires. Il faut lutter contre ces décharges. Tout d'abord parce qu'elles ne sont pas sûres. En outre, le stockage final de déchets hautement radioactifs est prématuré, en raison du dégagement de chaleur et de leur dangerosité extrême. À cela s'ajoute le fait que toute nouvelle autorisation serait détournée dans le but de justifier de nouvelles centrales nucléaires. Le lobby pro-nucléaire a déjà réussi à embobiner les autorités finlandaises avec son slogan « Nous avons la solution au problème de l'élimination des déchets nucléaires ».

- Il faut examiner les solutions potentielles à la problématique des déchets hautement radioactifs avec d'autres pays très industrialisés d'Europe occidentale (mais en aucun cas avec la Russie), en s'adressant de préférence exclusivement aux pays souhaitant sortir du nucléaire .
- De nouveaux sites de stockage de déchets nucléaires ne sont envisageables qu'une fois l'abandon du nucléaire programmé et arrêté par la loi.
- Il faut les dimensionner de manière à ce qu'aucun déchet provenant de nouvelles centrales nucléaires ne puisse être accepté.

## 9. Limitation des centrales nucléaires existantes

9a Il faut limiter la durée d'exploitation des centrales nucléaires existantes, de manière à pouvoir programmer leur remplacement, à élaborer des solutions de substitution basées sur les énergies renouvelables (énergie électrique produite par géothermie, énergie éolienne ou solaire, importation d'électricité verte comme l'énergie éolienne de la Mer du Nord), et à mettre à niveau les capacités de réseau requises.

Une alternative consiste à vérifier la possibilité d'imposer la fermeture des centrales nucléaires les plus anciennes par le biais du tribunal fédéral. La conformité des centrales nucléaires actuelles aux critères de la loi sur la radioprotection, notamment des plus anciennes, semble extrêmement improbable.

Selon les termes de cette loi, les personnes vivant aux alentours des centrales nucléaires ne doivent pas être exposées à une dose de radiation dépassant 100 mSv en cas d'accident.

Les autorités de surveillance ont elles-mêmes admis dans le passé que des isotopes radioactifs pouvaient se dégager et les que limites autorisées seraient dépassées si des avions étaient jetés de façon ciblée sur des centrales nucléaires.

(La DSN s'est cependant ravisée peu avant la votation de mai 2003 et a déclaré de but en blanc que la Suisse était entièrement à l'abri des attaques terroristes. Cet avis unilatéral, qui n'est partagé par aucune autorité de surveillance européenne, prouve le caractère douteux de la position de la DSN, qui, à l'instar de Skyguide au temps de Swissair, est personnellement et étroitement liée au lobby pro-nucléaire, et fait preuve d'une obéissance anticipative.

## 10. Suspension du budget affecté à la recherche nucléaire

Depuis la catastrophe de Tchernobyl, la Confédération a dépensé plus d'un milliard de francs pour la poursuite de la recherche sur les centrales nucléaires. Contrairement aux déclarations du Conseil fédéral, les études ne portaient pas uniquement sur l'élimination des déchets, mais également sur de nouveaux types de réacteurs et sur des technologies pas du tout au point comme la fusion nucléaire.

- Il faut suspendre la recherche nucléaire.
- Les fonds doivent être réaffectés aux énergies renouvelables.
- Les travaux de recherche pour le démantèlement des centrales et l'élimination des déchets doivent être financés par les pollueurs.